

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Economie et de Notre Ministre du Budget,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'arrêté royal du 1^{er} mars 1998 fixant diverses dispositions pécuniaires applicables aux grades particuliers du Ministère des Affaires économiques, modifié par les arrêtés royaux des 25 mars 1998 et 25 juin 1999, il est inséré un article 9bis rédigé comme suit :

« Art. 9bis, § 1^{er}. L'échelle de traitement 10D est liée au grade d'ingénieur des mines (grade supprimé - rang 10). »

§ 2. L'ingénieur des mines (grade supprimé) qui compte neuf ans d'ancienneté de grade, obtient l'échelle de traitement 10E.

§ 3. L'ingénieur des mines (grade supprimé) qui compte quinze ans d'ancienneté de grade, obtient l'échelle de traitement 10F. »

Art. 2. Dans le même arrêté, il est inséré un article 9ter rédigé comme suit :

« Art. 9ter, § 1^{er}. L'échelle de traitement 13D est liée au grade d'ingénieur des mines-directeur (grade supprimé - rang 13). »

§ 2. L'ingénieur des mines-directeur (grade supprimé) qui compte six ans d'ancienneté de grade, obtient l'échelle de traitement 13E. »

Art. 3. Les articles 13 et 26 du même arrêté sont abrogés.

Art. 4. A l'annexe du même arrêté la mention du grade rayé d'ingénieur principal-divisionnaire des mines est modifié comme suit :

« - ingénieur principal-divisionnaire des mines	12/2
- ingénieur des mines (grade supprimé)	10F. »

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juin 1999.

Art. 6. Notre Ministre ayant les Affaires économiques dans ses attributions et Notre Ministre du Budget, sont chargés chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 mars 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
Ch. PICQUE

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget,
J. VANDE LANOTTE

Op de voordracht van Onze Minister van Economie en van Onze Minister van Begroting,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In het koninklijk besluit van 1 maart 1998 tot vaststelling van diverse geldelijke bepalingen toepasselijk op de bijzondere graden bij het Ministerie van Economische Zaken, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 maart 1998 en 25 juni 1999 wordt een artikel 9bis ingevoegd, luidende :

« Art. 9 bis, § 1. — Aan de graad van mijnenieur (afgeschafte graad - rang 10) wordt de weddenschaal 10D verbonden.

§ 2. De mijnenieur (afgeschafte graad) die negen jaar graadancienniteit heeft, bekomt de weddenschaal 10E.

§ 3. De mijnenieur (afgeschafte graad) die vijftien jaar graadancienniteit heeft, bekomt de weddenschaal 10F. »

Art. 2. In hetzelfde besluit wordt een artikel 9ter ingevoegd, luidende :

« Art. 9 ter, § 1. Aan de graad van mijnenieur-directeur (afgeschafte graad - rang 13) wordt de weddenschaal 13D verbonden.

§ 2. De mijnenieur-directeur (afgeschafte graad) die zes jaar graadancienniteit heeft, bekomt de weddenschaal 13E. »

Art. 3. De artikelen 13 en 26 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

Art. 4. In de bijlage van hetzelfde besluit wordt de vermelding van de geschraptte graad van eerstaanwezend divisiemijnenieur gewijzigd als volgt :

« - eerstaanwezend divisiemijnenieur	12/2
- mijnenieur (afgeschafte graad)	10F. »

Art. 5. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juni 1999.

Art. 6. Onze Minister tot wiens bevoegdheid de Economische Zaken behoren en Onze Minister van Begroting, zijn ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 maart 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
Ch. PIQUE

De Vice-eerste Minister en Minister van Begroting,
J. VANDE LANOTTE

F. 2001 — 1064

[C — 2001/11158]

4 AVRIL 2001. — Arrêté royal relatif à la structure tarifaire générale et aux principes de base et procédures en matière de tarifs et de comptabilité du gestionnaire du réseau national de transport d'électricité

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, notamment l'article 12, §§ 1^{er} et 3;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 mars 2001;

Vu l'urgence motivée par le fait que la loi du 29 avril 1999 précitée vise à transposer en droit belge les dispositions de la Directive 96/92/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 décembre 1996 concernant des règles communautaires pour le marché intérieur de l'électricité; que le délai pour la transposition de cette directive a expiré 19 février 2000; que le Gouvernement belge a annoncé qu'il voulait tout mettre en œuvre pour transposer la directive dans ce délai; que le Gouvernement estime que tout retard dans la transposition peut nuire à la compétitivité de l'industrie belge compte tenu de l'important mouvement d'accélération du processus de transposition de la directive dans les autres Etats membres de l'Union européenne; que le présent arrêté doit dès lors être pris dans les délais les plus brefs;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 27 mars 2001, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^e, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

N. 2001 — 1064

[C — 2001/11158]

4 APRIL 2001. — Koninklijk besluit betreffende de algemene tariefstructuur en de basisprincipes en procedures inzake de tarieven en de boekhouding van de beheerde van het nationaal transmissienet voor elektriciteit

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, inzonderheid op artikel 12, §§ 1 en 3;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 22 maart 2001;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de omstandigheid dat voornoemde wet van 29 april 1999 de omzetting in Belgisch recht beoogt van de bepalingen van Richtlijn 96/92/EG van het Europees Parlement en de Raad van 19 december 1996 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt van elektriciteit; dat de termijn voor de omzetting van deze richtlijn op 19 februari 2000 is verstreken; dat de Belgische Regering heeft aangekondigd dat zij alles in het werk wilde stellen om de richtlijn binnen deze termijn om te zetten; dat de Regering meent dat elke vertraging in de omzetting de concurrentiepositie van de Belgische industrie kan schaden, rekening houdend met de belangrijke tendens tot versnelling van het omzettingsproces van de richtlijn in de andere Lidstaten van de Europese Unie; dat dit besluit bijgevolg zo spoedig mogelijk moet worden genomen;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 27 maart 2001, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2^e, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Vu la proposition de la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre de la Mobilité et des Transports et de Notre Secrétaire d'Etat à l'Energie,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1^{er}. — *Définitions*

Article 1^{er}. Les définitions contenues à l'article 2 de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité et l'article 1^{er}, § 2, de l'arrêté royal du 3 mai 1999 relatif à la gestion du réseau national de transport d'électricité, sont applicables au présent arrêté.

Pour l'application du présent arrêté, il convient d'entendre par :

1° "loi" : la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité;

2° "proposition tarifaire" : la proposition du gestionnaire du réseau, contenant l'ensemble des tarifs qu'il doit soumettre tous les ans à l'approbation de la commission, conformément à l'article 12, § 1^{er}, de la loi;

3° "partie d'infrastructure" : la partie du réseau de transport correspondant à un des niveaux de tension suivants :

a) le réseau ayant une tension nominale de 380/220/150 kV;

b) les transformateurs dont la sortie possède une tension nominale de 70/36/30 kV;

c) le réseau ayant une tension nominale de 70/36/30 kV;

d) les transformateurs dont la sortie fonctionne à moyenne tension;

4° "groupe de clients" : chaque groupe d'utilisateurs du réseau échangeant de l'énergie (injectant et/ou prélevant) sur une des parties d'infrastructure visées au point 3°, pour autant qu'ils utilisent un ou plusieurs services du gestionnaire du réseau qui sont régulés par la commission, étant entendu qu'un utilisateur de réseau échangeant de l'énergie sur plus d'une partie d'infrastructure appartient aux différents groupes de clients concernés;

5° "clients restants" : le groupe des utilisateurs du réseau utilisant un ou plusieurs services du gestionnaire du réseau qui ne sont pas régulés par la commission;

6° "objet de coût" : tout ensemble de coûts nécessaire à la fourniture d'un service, majoré du coût des impôts, prélèvements, surcharges, contributions et redevances imputés au service concerné;

7° "centre de coût" : toute subdivision du gestionnaire du réseau à laquelle les frais sont imputés;

8° "nature des charges" : la nature des charges d'une entreprise visée à l'article 3, deuxième alinéa, de l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels des entreprises;

9° "générateur de coûts" : toute clé reflétant le lien de cause direct entre les coûts et les prestations liées;

10° "clé de répartition" : toute clé forfaitaire utilisée pour l'attribution des coûts à des prestations dans des proportions fixées conventionnellement lorsqu'il n'existe pas de lien de cause direct entre les coûts et les prestations;

11° "formule de souscription" : toute formule souscrite par l'utilisateur du réseau en termes de périodes de temps, de puissances et de services auxiliaires;

12° "responsable d'accès" : toute personne physique ou morale, conformément au règlement technique visé à l'article 11 de la loi, notamment responsable à l'égard du gestionnaire du réseau, de l'équilibre quart-horaire entre l'ensemble des injections et l'ensemble des prélèvements des utilisateurs du réseau qui l'ont désigné comme responsable d'accès;

13° "gestion du système" : tout service comprenant les éléments suivants :

a) la gestion commerciale des contrats liés à l'accès au réseau de transport et aux services auxiliaires, à savoir la gestion des demandes d'accès, des contrats d'accès et de l'achat et de la fourniture de services auxiliaires;

b) la programmation des échanges d'énergie, notamment la gestion des nominations, la préparation du programme d'exploitation et la préparation du programme d'exploitation pouvant être mis en œuvre à la suite d'un incident;

Gelet op het voorstel van de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas;

Op voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Mobiliteit en Vervoer en van Onze Staatssecretaris voor Energie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK 1. — *Definities*

Artikel 1. De definities vervat in artikel 2 van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt en in artikel 1, § 2, van het koninklijk besluit van 3 mei 1999 betreffende het beheer van het nationaal transmissienet voor elektriciteit, zijn van toepassing op dit besluit.

Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "wet" : de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt;

2° "tariefvoorstel" : het voorstel van de netbeheerder omvattende al de tarieven die hij elk jaar aan de commissie ter goedkeuring dient voor te leggen, overeenkomstig artikel 12, § 1, van de wet;

3° "infrastructuurdeel" : het deel van het transmissienet dat overeenstemt met één van de volgende spanningsniveaus :

a) het netwerk met een nominale spanning van 380/220/150 kV;

b) de transformatoren waarvan de uitgang een nominale spanning heeft van 70/36/30 kV;

c) het netwerk met een nominale spanning van 70/36/30 kV;

d) de transformatoren waarvan de uitgang op middenspanning werkt;

4° "klantengroep" : elke groep van netgebruikers die energie uitwisselen (injecteren en/of afnemen) via één van de onder 3° bedoelde infrastructuurdeelen voorzover zij gebruik maken van één of meerdere diensten van de netbeheerder die door de commissie gereguleerd worden, met dien verstande dat een netgebruiker die via meer dan één infrastructuurdeel energie uitwisselt, tot de verschillende betrokken klantengroepen behoort;

5° "overige klanten" : de groep van netgebruikers die één of meerdere diensten van de netbeheerder afnemen die niet door de commissie gereguleerd worden;

6° "kostenobject" : elk geheel van de kosten die nodig zijn om een dienst te leveren, vermeerderd met de kosten van de belastingen, heffingen, toeslagen, bijdragen en vergoedingen toegewezen aan de betrokken dienst;

7° "kostenplaats" : elke onderverdeling van de netbeheerder waaraan de kosten zijn toegewezen;

8° "kostensoort" : de aard van de kosten van een onderneming zoals bedoeld in artikel 3, tweede lid, van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 met betrekking tot de jaarrekening van de ondernemingen;

9° "kostenvervozaker" : elke sleutel die het rechtstreeks oorzaakelijk verband tussen de kosten en de gerelateerde prestaties weergeeft;

10° "verdeelsleutel" : elke forfaitaire sleutel gebruikt voor de toewijzing van kosten aan prestaties op basis van conventionele verhoudingen wanneer er geen rechtstreeks oorzaakelijk verband bestaat tussen de kosten en de prestaties;

11° "onderschrijvingsformule" : elke formule onderschreven door de netgebruiker in termen van tijdsperioden, vermogens en ondersteunende diensten;

12° "toegangsverantwoordelijke" : elke natuurlijke of rechtspersoon, overeenkomstig het technisch reglement bedoeld in artikel 11 van de wet, die ten aanzien van de netbeheerder onder meer verantwoordelijk is voor het evenwicht op kwarturbasis tussen het geheel van de injecties en het geheel van de afnamen van de netgebruikers die hem als toegangsverantwoordelijke hebben aangeduid;

13° "systeembeheer" : elke dienst die de volgende elementen omvat :

a) het commerciële beheer van de contracten betreffende de toegang tot het transmissienet en de ondersteunende diensten, namelijk het beheer van de aanvragen tot toegang, van de toegangscontracten en van de aankoop en levering van ondersteunende diensten;

b) de programmering van de energie-uitwisselingen, namelijk het beheer van de nominaties, de voorbereiding van het exploitatieprogramma en de voorbereiding van het exploitatieprogramma dat in werking kan worden gesteld na een incident;

c) la direction du réseau de transport et la surveillance des échanges d'énergie, visant principalement l'exploitation en temps réel du réseau de transport, qui se compose de :

- la mise en œuvre des programmes d'exploitation acceptés dans la programmation des échanges d'énergie;

- l'assurance permanente de la sécurité, de la fiabilité et de l'exploitation efficace du réseau de transport;

- la coordination et l'exécution ou la délégation de l'exécution des opérations dans le réseau de transport nécessaires en cas de travaux sur les installations;

- d) la collecte et le traitement, par le système de traitement du gestionnaire du réseau, des mesures et des comptages, comprenant la gestion des équipements et des procédés de mesure et de comptage, de même que l'acquisition, la validation et le traitement des données de mesure et de comptage;

- e) le contrôle de la qualité de l'approvisionnement et de la stabilité du réseau de transport, comprenant :

- la collecte des données concernant la qualité de l'approvisionnement et la stabilité du réseau de transport;

- le suivi de la qualité de l'approvisionnement et de la stabilité du réseau de transport;

14° "services auxiliaires" : l'ensemble des services suivants :

- a) le réglage primaire de la fréquence;

- b) le réglage secondaire de l'équilibre de la zone de réglage belge;

- c) le service de black-start;

- d) la compensation des déséquilibres quart-horaires;

- e) la réserve tertiaire;

- f) le réglage de la tension et de la puissance réactive;

- g) la gestion des congestions;

15° "réglage primaire de la fréquence" : l'ensemble des services suivants :

- a) la mise en œuvre, conformément au règlement technique visé à l'article 11 de la loi, au sein de la zone de réglage belge, d'une réserve apte à réagir dans les trente secondes maximum aux variations de fréquence en ajustant à la hausse ou à la baisse la puissance injectée et/ou prélevée;

- b) l'activation automatique de ce réglage en cas de variations de fréquence;

16° "réglage secondaire de l'équilibre de la zone de réglage belge" : l'ensemble des services suivants :

- a) la mise en œuvre d'un réglage, conformément au règlement technique visé à l'article 11 de la loi, permettant d'adapter dans les cinq minutes la production et/ou la consommation de la zone de réglage belge afin de pouvoir maintenir les échanges d'énergie avec les autres zones à leur niveau programmé;

- b) l'activation automatique de ce réglage;

17° "service de black-start" : le service qui, conformément au règlement technique visé à l'article 11 de la loi, assure la disponibilité des moyens de production aptes à démarrer et à délivrer la puissance active sans disposer d'énergie provenant du réseau de transport, afin de permettre le redémarrage du système après un effondrement de celui-ci;

18° "compensation des déséquilibres quart-horaires" : le service qui, conformément au règlement technique visé à l'article 11 de la loi, compense les déséquilibres résiduels sur une base quart-horaire par responsable d'accès, à savoir les différences sur une base quart-horaire entre les injections et les prélèvements du responsable d'accès concerné;

19° "réserve tertiaire" : l'ensemble des services suivants :

- a) la constitution d'une réserve, composée de la réserve rapide et de la réserve froide conformément au règlement technique visé à l'article 11 de la loi, destinée à compenser le plus grand déséquilibre de puissance susceptible de survenir à la suite d'un incident;

- b) l'activation automatique ou manuelle de la réserve rapide dans les quinze minutes suivant un incident;

- c) l'activation de la réserve froide dans les huit heures suivant un incident;

c) het besturen van het transmissienet en het bewaken van de energie-uitwisselingen, hoofdzakelijk gericht op de exploitatie in reële tijd van het transmissienet die bestaat uit :

- het uitvoeren van de exploitatieprogramma's die aanvaard zijn bij de programmering van de energie-uitwisselingen;

- het permanent verzekeren van de veiligheid, de betrouwbaarheid en de efficiënte exploitatie van het transmissienet;

- het coördineren en het uitvoeren of laten uitvoeren van de handelingen in het transmissienet die noodzakelijk zijn bij werken aan de installaties;

- d) het verzamelen door het verwerkingsysteem van de netbeheerder en de behandeling van de metingen en tellingen, wat het beheer van de uitrusting en procédés inzake meting en telling omvat, alsook het verwerven, valideren en behandelen van de meet- en telgegevens;

- e) de controle op de kwaliteit van de bevoorrading en op de stabiliteit van het transmissienet, die bestaat uit :

- het verzamelen van de gegevens betreffende de kwaliteit van de bevoorrading en betreffende de stabiliteit van het transmissienet;

- het opvolgen van de kwaliteit van de bevoorrading en van de stabiliteit van het transmissienet;

14° "ondersteunende diensten" : het geheel van de volgende diensten :

- a) de primaire regeling van de frequentie;

- b) de secundaire regeling van de evenwicht in de Belgische regelzone;

- c) de black-start-dienst;

- d) de compensatie van de kwartuuronevenwichten;

- e) de tertiaire-reserve;

- f) de regeling van de spanning en van het reactief vermogen;

- g) het congestiebeheer;

15° "primaire regeling van de frequentie" : het geheel van de volgende diensten :

- a) het inrichten, overeenkomstig het technisch reglement bedoeld in artikel 11 van de wet, binnen de Belgische regelzone van een aangepaste reserve om binnen maximum dertig seconden te reageren op de frequentievariaties door het geïnjecteerde en/of afgenummen vermogen, naar boven of naar beneden, aan te passen;

- b) de automatische activering van deze regeling ingeval van frequentievariaties;

16° "secundaire regeling van de evenwicht in de Belgische regelzone" : het geheel van de volgende diensten :

- a) het inrichten van een regeling, overeenkomstig het technisch reglement bedoeld in artikel 11 van de wet, waarmee de productie en/of het verbruik in de Belgische regelzone binnen vijf minuten kunnen aangepast worden om de energie-uitwisselingen met de andere zones op hun geprogrammeerd peil te behouden;

- b) de automatische activering van deze regeling;

17° "black-start-dienst" : de dienst die, overeenkomstig het technisch reglement bedoeld in artikel 11 van de wet, de beschikbaarheid van productiemiddelen verzekert die kunnen opstarten en actief vermogen kunnen leveren zonder over energie te beschikken vanuit het transmissienet, teneinde het heropstarten van het systeem na een ineenstorting ervan mogelijk te maken;

18° "compensatie van de kwartuuronevenwichten" : de dienst die, overeenkomstig het technisch reglement bedoeld in artikel 11 van de wet, per toegangsverantwoordelijke de residuele onevenwichten op kwarturbasis, namelijk de verschillen op kwarturbasis tussen de injecties en afnames van de betrokken toegangsverantwoordelijke, compenseert;

19° "tertiaire-reserve" : het geheel van de volgende diensten :

- a) het voorzien in een reserve, bestaande uit snelle reserve en koude reserve overeenkomstig het technisch reglement bedoeld in artikel 11 van de wet, bestemd om het grootste vermogensonevenwicht te compenseren dat na een incident kan voorkomen;

- b) de automatische of manuele activering van de snelle reserve binnen vijftien minuten na een incident;

- c) de activering van de koude reserve binnen de acht uren na een incident.

20° "réglage de la tension et de la puissance réactive": le service qui consiste à maintenir la tension aux différents points du réseau de transport au sein d'une marge prédéterminée, conformément au règlement technique visé à l'article 11 de la loi;

21° "gestion des congestions": le service qui consiste à identifier et à mettre en oeuvre les actions palliatives visant à éviter, lors de l'exploitation du réseau de transport, les situations de la zone de réglage belge dans lesquelles la fiabilité et/ou la qualité de l'approvisionnement des utilisateurs du réseau s'écartent des limites définies par le règlement technique visé à l'article 11 de la loi;

22° "raccordement d'un utilisateur du réseau": l'ensemble des équipements permettant de raccorder les installations de l'utilisateur du réseau au réseau de transport et consistant au moins en une travée de raccordement.

CHAPITRE 2. — Structure tarifaire générale

Art. 2. La structure tarifaire distingue quatre tarifs :

1° les tarifs de raccordement au réseau de transport, visés à l'article 3 du présent arrêté;

2° les tarifs d'utilisation du réseau de transport, visés à l'article 4 du présent arrêté;

3° les tarifs des services auxiliaires, visés à l'article 5 du présent arrêté;

4° les tarifs des impôts, prélèvements, surcharges et contributions, visés à l'article 6 du présent arrêté.

Art. 3. § 1^{er}. Les tarifs de raccordement au réseau comprennent :

1° le tarif à application unique lié à l'étude d'orientation en vue d'un nouveau raccordement ou en vue de l'adaptation d'un raccordement existant;

2° le tarif à application unique lié à l'étude de détail en vue de nouveaux équipements de raccordement ou en vue de l'adaptation d'équipements de raccordement existants;

3° le tarif périodique lié au droit d'utilisation d'une travée de raccordement par un utilisateur du réseau;

4° le tarif périodique lié au droit d'utilisation d'un utilisateur du réseau d'un raccordement aérien ou souterrain et à l'éventuel équipement nécessaire à cet effet;

5° le tarif périodique lié au droit d'utilisation d'un utilisateur du réseau des équipements nécessaires à la transformation ou à la compensation de l'énergie réactive ou au filtrage de l'onde de tension;

6° le tarif périodique lié au droit d'utilisation d'un utilisateur du réseau des équipements de protection complémentaires, des équipements complémentaires pour les signalisations d'alarmes, les mesures et les comptages, des équipements complémentaires pour les téléactions et/ou télécommandes centralisées.

§ 2. Le tarif visé au § 1^{er}, 1°, est fonction de la tension d'exploitation, de la puissance et de la destination (injection ou prélèvement) du raccordement.

Le tarif visé au § 1^{er}, 2°, est fonction de paramètres technologiques définis dans le règlement technique visé à l'article 11 de la loi.

Le tarif visé au § 1^{er}, 3°, est fonction de la tension d'exploitation, de la puissance nominale, de la puissance de court-circuit, du type de sous-station et des paramètres technologiques définis dans le règlement technique visé à l'article 11 de la loi.

Le tarif visé au § 1^{er}, 4°, est fonction de la tension d'exploitation, de la longueur, de la puissance nominale et des paramètres technologiques définis au règlement technique visé à l'article 11 de la loi.

Le tarif visé au § 1^{er}, 5°, est fonction des tensions d'exploitation, de la puissance, des circonstances de l'exploitation et de paramètres technologiques définis dans le règlement technique visé à l'article 11 de la loi.

Le tarif visé au § 1^{er}, 6°, est fonction des paramètres technologiques définis dans le règlement technique visé à l'article 11 de la loi.

§ 3. Les tarifs visés au § 1^{er}, 3° à 6°, contiennent un coefficient de multiplication ou de réduction qui est fonction de la complexité du circuit de raccordement.

Des coefficients de réduction sont appliqués aux tarifs visés au § 1^{er}, 3° à 6°, au cas où plusieurs utilisateurs du réseau utilisent conjointement les mêmes équipements de raccordement.

20° "regeling van de spanning en van het reactief vermogen": de dienst die erin bestaat, overeenkomstig het technisch reglement bedoeld in artikel 11 van de wet, de spanning in de verschillende punten van het transmissienet binnen een vooraf bepaalde marge te behouden;

21° "congestiebeheer": de dienst die erin bestaat de palliatieve acties te identificeren en te ondernemen die bij de exploitatie van het transmissienet beogen de situaties voor de Belgische regelzone te voorkomen waarin de betrouwbaarheid en/of de kwaliteit van de bevoorrading van de netgebruikers afwijken van de limieten bepaald in het technisch reglement bedoeld in artikel 11 van de wet;

22° "aansluiting van een netgebruiker": het geheel van de uitrusting dat toelaat om de installaties van de netgebruiker met het transmissienet te verbinden en dat tenminste uit een aansluitingsveld bestaat.

HOOFDSTUK 2. — Algemene tariefstructuur

Art. 2. De tariefstructuur onderscheidt vier tarieven :

1° de tarieven voor de aansluiting op het transmissienet, bedoeld in artikel 3 van dit besluit;

2° de tarieven voor het gebruik van het transmissienet, bedoeld in artikel 4 van dit besluit;

3° de tarieven voor de ondersteunende diensten, bedoeld in artikel 5 van dit besluit;

4° de tarieven voor de belastingen, heffingen, toeslagen en bijdragen, bedoeld in artikel 6 van dit besluit.

Art. 3. § 1. De tarieven voor aansluiting op het transmissienet omvatten :

1° het eenmalige tarief met betrekking tot de oriëntatiestudie voor een nieuwe aansluiting of voor de aanpassing van een bestaande aansluiting;

2° het eenmalige tarief met betrekking tot de detailstudie voor nieuwe aansluitingsuitrustingen of voor de aanpassing van bestaande aansluitingsuitrustingen;

3° het periodieke tarief met betrekking tot het gebruiksrecht voor een netgebruiker van een aansluitingsveld;

4° het periodieke tarief met betrekking tot het gebruiksrecht voor een netgebruiker van een boven- of ondergrondse aansluitingsverbinding en de eventuele benodigheden hiervoor;

5° het periodieke tarief met betrekking tot het gebruiksrecht voor een netgebruiker van uitrusting voor transformatie of voor het compenseren van reactieve energie of voor het filtreren van de spanninggolf;

6° het periodieke tarief met betrekking tot het gebruiksrecht voor een netgebruiker van bijkomende beveiligingsuitrustingen, bijkomende uitrusting voor alarmsignalisaties, metingen en tellingen, bijkomende uitrusting voor gecentraliseerde tele-acties en/of telebedieningen.

§ 2. Het tarief bedoeld in § 1, 1°, is functie van de exploitatiespanning, het vermogen en de bestemming (injectie of afname) van de aansluiting.

Het tarief bedoeld in § 1, 2°, is functie van de technologische parameters gedefinieerd in het technisch reglement bedoeld in artikel 11 van de wet.

Het tarief bedoeld in § 1, 3°, is functie van de exploitatiespanning, het nominale vermogen, het kortsluitvermogen, het type van het onderstation en de technologische parameters gedefinieerd in het technisch reglement bedoeld in artikel 11 van de wet.

Het tarief bedoeld in § 1, 4°, is functie van de exploitatiespanning, de lengte, het nominale vermogen en de technologische parameters gedefinieerd in het technisch reglement bedoeld in artikel 11 van de wet.

Het tarief bedoeld in § 1, 5°, is functie van de exploitatiespanningen, het vermogen, de exploitatieomstandigheden en de technologische parameters gedefinieerd in het technisch reglement bedoeld in artikel 11 van de wet.

Het tarief bedoeld in § 1, 6°, is functie van de technologische parameters gedefinieerd in het technisch reglement bedoeld in artikel 11 van de wet.

§ 3. De tarieven bedoeld in § 1, 3° tot 6°, bevatten een vermenigvuldigings- of reductiecoëfficiënt die functie is van de complexiteit van het aansluitingscircuit.

Op de tarieven bedoeld § 1, 3° tot 6°, worden reductiecoëfficiënten toegepast indien meerdere netgebruikers gezamenlijk gebruikmaken van dezelfde aansluitingsuitrusting.

§ 4. En ce qui concerne les unités de production d'électricité utilisant des énergies renouvelables de prédictibilité limitée, les tarifs visés au § 1^{er}, 3^o à 6^o, contiennent un coefficient de réduction permettant de refléter les caractéristiques du parc total de ces unités regroupées par type d'énergie.

§ 5. En ce qui concerne les unités d'autoproduction d'électricité, les tarifs visés au § 1^{er}, 3^o à 6^o, contiennent un coefficient de réduction qui est fonction inverse de la puissance installée par site de production.

Art. 4. § 1^{er}. Les tarifs d'utilisation du réseau de transport comprennent :

1^o le tarif des frais de dossier;

2^o les tarifs de la puissance souscrite et la puissance complémentaire;

3^o le tarif de la gestion du système.

§ 2. Le tarif visé au § 1^{er}, 1^o, rémunère les frais de dossier administratifs résultant de la conclusion d'un nouveau contrat d'accès ou d'un avenant à un contrat d'accès en cours.

Ce tarif est fonction de la durée et de la puissance souscrite.

§ 3. Les tarifs visés au § 1^{er}, 2^o, rémunèrent les études de réseau, une partie des frais généraux de gestion, les amortissements, les frais de financement et les frais d'entretien.

Le tarif pour la puissance souscrite est fonction de la puissance souscrite par l'utilisateur du réseau, de la formule de souscription et de la période tarifaire demandées par l'utilisateur du réseau et du niveau de tension. Ce tarif comprend un coefficient de multiplication ou de réduction qui est fonction des critères de fiabilité du réseau de transport (standard, renforcé, limité, autre) et de la présence d'une production locale pouvant faire appel au réseau de transport pour le transport d'électricité pour réserve de secours de production.

Le tarif pour la puissance complémentaire est fonction de l'amplitude, de la période tarifaire, du niveau de tension et du caractère récurrent de la puissance complémentaire constatée en un point du réseau de transport.

§ 4. Le tarif visé au § 1^{er}, 3^o, rémunère la gestion du système et le financement des actifs pour la gestion du système.

Ce tarif est fonction de l'énergie active injectée ou prélevée sur une base quart-horaire par un utilisateur du réseau ou de l'énergie transitant sur le réseau de transport.

Ce tarif peut comporter un tarif complémentaire pour le non-respect d'un programme accepté d'injection ou de prélèvement, lequel est fonction de la destination (injection ou prélèvement), de l'amplitude et du caractère récurrent de l'écart entre l'injection ou le prélèvement constaté et le programme accepté. Un tarif spécial est appliqué à la place de ce tarif complémentaire lorsque l'injection ou le prélèvement en question participe à la levée des congestions.

§ 5. En ce qui concerne les unités de production d'électricité utilisant des énergies renouvelables de prédictibilité limitée, les tarifs visés au § 1^{er}, 2^o et 3^o, contiennent un coefficient de réduction permettant de refléter les caractéristiques du parc total de ces unités regroupées par type d'énergie.

§ 6. En ce qui concerne les unités d'autoproduction d'électricité, les tarifs visés au § 1^{er}, 2^o, contiennent un coefficient de réduction qui est fonction inverse de la puissance installée par site de production.

Art. 5. § 1^{er}. Les tarifs des services auxiliaires comportent :

1^o le tarif du réglage primaire de la fréquence, du réglage de l'équilibre secondaire au sein de la zone de réglage belge et du service de black-start;

2^o le tarif de la compensation du déséquilibre quart-horaire;

3^o le tarif de la réserve tertiaire;

4^o le tarif du réglage de la tension et de la puissance réactive;

5^o le tarif de la gestion des congestions.

§ 2. Le tarif visé au § 1^{er}, 1^o, rémunère le service pour le réglage primaire de la fréquence, pour le réglage de l'équilibre secondaire de la zone de réglage belge et pour le black-start.

Ce tarif est fonction de l'énergie active injectée ou prélevée sur une base quart-horaire par un utilisateur du réseau.

§ 3. Le tarif visé au § 1^{er}, 2^o, rémunère le service de compensation du déséquilibre entre l'injection et le prélèvement sur une base quart-horaire.

§ 4. Tarieven bedoeld in § 1^{er}, 3^o à 6^o met betrekking tot productie-eenheden, gebaseerd op hernieuwbare energie met beperktevoorspelbaarheid, bevatten een reductiecoëfficiënt die toelaat om de karakteristieken van het totale park op het nationale territorium, gebaseerd op deze bronnen, te weerspiegelen.

§ 5. Voor wat de eenheden van zelfopwekking van elektriciteit betreft bevatten de tarieven bedoeld in § 1, 3^o tot 6^o een reductiecoëfficiënt die omgekeerd afhankelijk is van het vermogen per productiesite.

Art. 4. § 1. De tarieven voor het gebruik van het transmissienet omvatten :

1^o het tarief voor de dossierkosten;

2^o de tarieven voor het onderschreven vermogen en het bijkomend vermogen;

3^o het tarief voor het systeembeheer.

§ 2. Het tarief bedoeld in § 1, 1^o, vergoedt de administratieve dossierskosten naar aanleiding van het afsluiten van een nieuw toegangscontract of van een bijvoegsel aan een lopend toegangscontract.

Dit tarief is functie van de duur en het onderschreven vermogen.

§ 3. De tarieven bedoeld in § 1, 2^o, vergoeden de netstudies, een deel van de algemene beheerskosten, de afschrijvingen, de financieringskosten en de onderhoudskosten.

Het tarief voor het onderschreven vermogen is functie van het door de netgebruiker onderschreven vermogen, de door de netgebruiker gevraagde onderschrijvingsformule en tariefsperiode en het spanningsniveau. Dit tarief bevat een vermenigvuldigings- of reductiecoëfficiënt die functie is van de betrouwbaarheidsriteria van het transmissienet (standaard, versterkt, beperkt, andere) en van de aanwezigheid van lokale productie om aanspraak te kunnen maken op het transmissienet voor het transport van elektriciteit voor de noodreserve van de productie.

Het tarief voor het bijkomend vermogen is functie van de grootte, de tariefsperiode, het spanningsniveau en het recurrente karakter van het vastgestelde bijkomend vermogen in een punt van het transmissienet.

§ 4. Het tarief bedoeld in § 1, 3^o, vergoedt het systeembeheer en de financiering van de activa voor het systeembeheer.

Dit tarief is functie van de actieve energie geïnjecteerd of afgenoem op kwarturbasis door een netgebruiker of van de transiterende energie in het transmissienet.

Dit tarief kan een bijkomend tarief voor het niet-respecteren van een aanvaard injectie- of afnameprogramma omvatten, welk functie is van de bestemming (injectie of afname) en van de grootte en het recurrente karakter van het verschil tussen de vastgestelde injectie of afname en het aanvaard programma. In plaats van dit bijkomend tarief is een speciaal tarief van toepassing wanneer de betrokken injectie of afname deelneemt aan het opheffen van de congesties.

§ 5. Tarieven bedoeld in § 1, 2^o en 3^o met betrekking tot productie-eenheden, gebaseerd op hernieuwbare energie met beperktevoorspelbaarheid, bevatten een reductiecoëfficiënt die toelaat om de karakteristieken van het totale park op het nationale territorium, gebaseerd op deze bronnen, te weerspiegelen.

§ 6. Voor wat de eenheden van zelfopwekking van elektriciteit betreft bevatten de tarieven bedoeld in § 1, 2^o een reductiecoëfficiënt die omgekeerd afhankelijk is van het vermogen per productiesite.

Art. 5. § 1. De tarieven voor de ondersteunende diensten omvatten :

1^o het tarief voor de primaire regeling van de frequentie, voor de secundaire regeling van de evenwicht in de Belgische regelzone en voor de black-start-dienst;

2^o het tarief voor de compensatie van het kwartuuronevenwicht;

3^o het tarief voor de tertiaire-reserve;

4^o het tarief voor de regeling van de spanning en van het reactief vermogen;

5^o het tarief voor het congestiebeheer.

§ 2. Het tarief bedoeld in § 1, 1^o, vergoedt de dienst voor de primaire regeling van de frequentie, voor de secundaire regeling van de evenwicht in de Belgische regelzone en voor de black-start.

Dit tarief is functie van de actieve energie geïnjecteerd of afgenoem op kwarturbasis door een netgebruiker.

§ 3. Het tarief bedoeld in § 1, 2^o, vergoedt de dienst van de compensatie van het onevenwicht tussen injectie en afname op kwarturbasis.

Ce tarif est fonction des déséquilibres quart-horaires du responsable d'accès concerné où il est tenu compte du caractère récurrent des déséquilibres constatés et de leur amplitude individuelle.

Ce tarif est décomposé en période tarifaires.

Il est adapté mensuellement en fonction des prix d'achat de l'énergie destinée à la compensation du déséquilibre quart-horaire.

§ 4. Le tarif visé au § 1^{er}, 3^o, rémunère le service de la réserve-tertiare.

Ce tarif est fonction de :

1° la réserve de la puissance active pour chaque responsable d'accès, tel que déterminé dans le règlement technique visé à l'article 11 de la loi;

2° l'énergie active demandée par le responsable d'accès.

Ce tarif est décomposé en périodes tarifaires.

Il est adapté mensuellement en fonction des prix d'achat de l'énergie destinée à la réserve-tertiare.

§ 5. Les tarifs visés au § 1^{er}, 4^o, rémunèrent le service de réglage de la tension et de la puissance réactive.

Le tarif du droit à un prélèvement forfaitaire d'énergie réactive est fonction de l'énergie active injectée ou prélevée par un utilisateur du réseau sur une base quart-horaire.

Le tarif du dépassement de l'énergie réactive par rapport au forfait est fonction du dépassement de l'énergie réactive sur une base quart-horaire.

§ 6. Le tarif visé au § 1^{er}, 5^o, rémunère le service de gestion des congestions.

Ce tarif est fonction de l'énergie active injectée ou prélevée par un utilisateur du réseau sur une base quart-horaire.

Ce tarif est décomposé en périodes tarifaires.

§ 7. En ce qui concerne les unités de production d'électricité utilisant des énergies renouvelables de prédictibilité limitée, les tarifs visés au § 1^{er}, 1^o à 4^o, contiennent un coefficient de réduction permettant de refléter les caractéristiques du parc total de ces unités regroupées par type d'énergie.

§ 8. En ce qui concerne les unités d'autoproduction d'électricité, les tarifs visés au § 1^{er}, 3^o et 4^o, contiennent un coefficient de réduction qui est fonction inverse de la puissance installée par site de production.

Art. 6. Les tarifs des impôts, prélèvements, surcharges et contributions comprennent :

1° les surcharges ou les prélèvements en vue du financement des obligations de service public, notamment celles visées aux articles 7 et 21, premier alinéa, 3^o de la loi;

2° les surcharges en vue de la couverture des frais de fonctionnement de la commission, visés à l'article 25, § 3, premier alinéa, de la loi;

3° les contributions en vue de la couverture des coûts échoués visés à l'article 12, § 2, 5^o, d), de la loi;

4° les impôts locaux, provinciaux, régionaux ou fédéraux restants dus par le gestionnaire du réseau.

Art. 7. Les tarifs sont déterminés par groupe de clients, par formule de souscription et par exercice.

CHAPITRE 3

Procédure de soumission et d'approbation des tarifs

Art. 8. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau doit introduire son budget, comportant la proposition tarifaire pour l'exercice suivant, auprès de la commission le 30 septembre de chaque année au plus tard.

Le budget comportant la proposition tarifaire est transmis par porteur avec accusé de réception à la commission.

§ 2. Dans les quinze jours calendrier suivant la réception du budget comportant la proposition tarifaire, la commission confirme au gestionnaire du réseau, par lettre par porteur avec accusé de réception, que le dossier est complet ou elle lui fait parvenir une liste des informations complémentaires qu'il devra fournir.

Dans les quinze jours calendrier suivant la réception de la lettre ou du fax mentionné au précédent alinéa dans lequel des informations complémentaires lui sont demandées, le gestionnaire du réseau transmet ces informations à la commission, par lettre par porteur avec accusé de réception.

Dit tarief is functie van de kwartuuronevenwichten van de betrokken toegangsverantwoordelike, waarbij rekening gehouden wordt met het recurrente karakter van de vastgestelde onevenwichten en met hun individuele grootte.

Dit tarief wordt opgesplitst in tariefsperioden.

Het wordt maandelijks aangepast in functie van de aankoopprijsen van de energie bestemd voor de compensatie van het kwartuuronevenwicht.

§ 4. Het tarief bedoeld in § 1, 3^o, vergoedt de dienst van de tertiaire-reserve.

Dit tarief is functie van :

1° de reserve van actief vermogen voor iedere toegangsverantwoordelike zoals bepaald in het technisch reglement bedoeld in artikel 11 van de wet;

2° de opgevraagde actieve energie door de toegangsverantwoordelijke.

Dit tarief wordt opgesplitst in tariefsperioden.

Het wordt maandelijks aangepast in functie van de aankoopprijsen van de energie bestemd voor de tertiaire-reserve.

§ 5. De tarieven bedoeld in § 1, 4^o, vergoeden de dienst van de regeling van spanning en van het reactief vermogen.

Het tarief voor het recht op een forfaitaire afname van reactieve energie is functie van de actieve energie geïnjecteerd of afgenoem op kwarturbasis door een netgebruiker.

Het tarief voor de overschrijding van reactieve energie ten opzichte van het forfait is functie van de overschrijding van de reactieve energie op kwarturbasis.

§ 6. Het tarief bedoeld in § 1, 5^o, vergoedt de dienst van het congestiebeheer.

Dit tarief is functie van de actieve energie geïnjecteerd of afgenoem op kwarturbasis door een netgebruiker.

Dit tarief wordt opgesplitst in tariefsperioden.

§ 7. Tarieven bedoeld in § 1^{er}, 1^o tot 4^o met betrekking tot productie-eenheden, gebaseerd op hernieuwbare energie met beperktevoorspelbaarheid, bevatten een reductiecoëfficiënt die toelaat om de karakteristieken van het totale park op het nationale territorium, gebaseerd op deze bronnen, te weerspiegelen.

§ 8. Voor wat de eenheden van zelfopwekking van elektriciteit betreft bevatten de tarieven bedoeld in § 1, 3^o en 4^o een reductiecoëfficiënt die omgekeerd afhankelijk is van het vermogen per productiesite.

Art. 6. De tarieven voor de belastingen, heffingen, toeslagen en bijdragen omvatten :

1° de toeslagen of heffingen ter financiering van de openbare dienstverplichtingen, inzonderheid bedoeld in de artikelen 7 en 21, eerste lid, 3^o van de wet;

2° de toeslagen ter dekking van de werkingskosten van de commissie, bedoeld in artikel 25, § 3, eerste lid, van de wet;

3° de bijdragen ter dekking van verloren kosten, bedoeld in artikel 12, § 2, 5^o, d), van de wet;

4° de overige lokale, provinciale, gewestelijke of federale belastingen die door de netbeheerder verschuldigd zijn.

Art. 7. De tarieven worden bepaald per klantengroep, per onderschrijvingsformule en per exploitatiejaar.

HOOFDSTUK 3

Procedure voor de voorlegging en de goedkeuring van de tarieven

Art. 8. § 1. Uiterlijk op 30 september van elk jaar dient de netbeheerder zijn budget met tariefvoorstel voor het volgende exploitatiejaar in bij de commissie.

Het budget met tariefvoorstel wordt per drager en tegen ontvangstbewijs overhandigd aan de commissie.

§ 2. Binnen de vijftien kalenderdagen na ontvangst van het budget met tariefvoorstel bevestigt de commissie aan de netbeheerder per brief of per drager met ontvangstbericht de volledigheid van het dossier of bezorgt zij hem een lijst van inlichtingen die hij bijkomend moet verstrekken.

Binnen de vijftien kalenderdagen na ontvangst van de brief of telefax bedoeld in het vorige lid en waarin hem om bijkomende inlichtingen verzocht werd, verstrekkt de netbeheerder aan de commissie deze inlichtingen per drager en tegen ontvangstbewijs.

§ 3. Dans les trente jours calendrier suivant la réception du budget comportant la proposition tarifaire ou, le cas échéant, suivant la réception des informations complémentaires, la commission informe le gestionnaire du réseau, par lettre par porteur avec accusé de réception, de sa décision d'approuver ou de refuser le budget comportant la proposition tarifaire.

Dans sa décision de refus, la commission mentionne les points du budget comportant la proposition tarifaire que le gestionnaire du réseau devra adapter pour obtenir l'approbation de la commission.

§ 4. Si la commission refuse le budget comportant la proposition tarifaire du gestionnaire du réseau, le gestionnaire du réseau doit introduire son budget adapté comportant la proposition tarifaire dans les quinze jours calendrier suivant la réception de la décision de refus, conformément à la procédure visée au § 1^{er}, deuxième alinéa, du présent article.

La commission entend le gestionnaire du réseau dans le délai visé au premier alinéa lorsque celui-ci le demande.

Dans les quinze jours calendrier suivant la réception du budget et de la proposition tarifaire adaptés, la commission informe le gestionnaire du réseau, par lettre recommandée de la poste, de sa décision d'approuver ou de refuser le budget adapté comportant la proposition tarifaire adaptés.

Art. 9. La commission peut approuver, pour une période de trois mois renouvelable, des tarifs provisoires que le gestionnaire du réseau devra adapter si le gestionnaire du réseau ne respecte pas ses engagements dans les délais qui lui sont imposés à l'article 8, si la commission a décidé de refuser le budget ou le budget adapté et leurs propositions tarifaires respectives.

Le premier alinéa est également d'application lorsque le gestionnaire du réseau ne soumet pas son plan comptable à la commission dans le délai qui lui est imposé par l'article 21 du présent arrêté ou lorsque la commission refuse d'approuver ce plan comptable.

CHAPITRE 4. — *Publication des tarifs*

Art. 10. § 1^{er}. La commission fait publier sa décision d'approbation du budget comportant la proposition tarifaire visée à l'article 8 du présent arrêté pour l'exercice à venir au plus tard dans la dernière édition du *Moniteur belge* et du *Journal officiel des Communautés européennes* de l'année en cours, de même que par voie électronique, et ce dans les plus brefs délais.

§ 2. La commission publie dans les plus brefs délais sa décision visée à l'article 9 du présent arrêté au *Moniteur belge* et au *Journal officiel des Communautés européennes*, de même que par voie électronique.

§ 3. Le gestionnaire du réseau communique dans les plus brefs délais aux utilisateurs du réseau les tarifs approuvés par la commission de la manière qu'il juge appropriée, et les met à la disposition de toutes les personnes qui lui en font la demande. Il les communique également dans les plus brefs délais par voie électronique.

Art. 11. Le 31 mars de chaque année au plus tard, la commission soumet au ministre un rapport sur les tarifs appliqués durant l'exercice précédent, visés à l'article 12, § 1^{er}, de la loi. Le ministre transmet ce dossier aux Chambres législatives fédérales, aux gouvernements de région et au comité de contrôle. Il veille à ce que le rapport soit publié de manière adéquate.

La commission transmet également ce rapport au gestionnaire du réseau par lettre recommandée de la poste.

CHAPITRE 5. — *Rapports et informations que le gestionnaire du réseau doit fournir à la commission en vue du contrôle des tarifs par la commission*

Art. 12. § 1^{er}. Le 14 février, le 15 mai, le 15 août et le 15 novembre de chaque année au plus tard, le gestionnaire du réseau transmet un rapport trimestriel à la commission concernant les résultats d'exploitation du réseau de transport au cours du trimestre précédent.

Chaque rapport trimestriel comporte :

1° une copie des comptes rendus des réunions des comités d'audit internes et externes et du comité de gouvernement d'entreprise du trimestre précédent;

2° une balance de vérification et une balance par soldes du trimestre précédent.

§ 2. Le rapport trimestriel des 15 août et 15 novembre de chaque année comporte également les rapports cumulés des trimestres précédents de l'exercice en cours.

§ 3. Binnen de dertig kalenderdagen na ontvangst van het budget met tariefvoorstel of, in voorkomend geval, na ontvangst van de bijkomende inlichtingen brengt de commissie de netbeheerder bij een brief per drager met ontvangstbewijs op de hoogte van haar beslissing tot goedkeuring of afwijzing van het budget met tariefvoorstel.

In haar beslissing tot afwijzing geeft de commissie aan op welke punten de netbeheerder het budget met tariefvoorstel moet aanpassen om een goedkeurende beslissing van de commissie te verkrijgen.

§ 4. Indien de commissie het budget met tariefvoorstel van de netbeheerder afwijst, dient de netbeheerder binnen de vijftien kalenderdagen na ontvangst van de beslissing tot afwijzing zijn aangepast budget met tariefvoorstel in bij de commissie volgens de procedure bedoeld in § 1, tweede lid, van dit artikel.

Binnen de termijn bedoeld in het eerste lid hoort de commissie de netbeheerder indien deze erom verzoekt.

Binnen de vijftien kalenderdagen na ontvangst van het aangepaste budget en tariefvoorstel brengt de commissie de netbeheerder bij een ter post aangetekend schrijven op de hoogte van haar beslissing tot goedkeuring of afwijzing van het aangepaste budget met tariefvoorstel.

Art. 9. De commissie kan voor een periode van drie maanden, die hernieuwbaar is, voorlopige tarieven goedkeuren die de netbeheerder dient toe te passen indien de netbeheerder zijn verplichtingen niet nakomt binnen de termijnen die artikel 8 hem oplegt, indien de commissie beslist heeft tot afwijzing van het budget of van het aangepaste budget met respectievelijk bijhorend tariefvoorstel.

Het eerste lid is eveneens van toepassing indien de netbeheerder zijn boekhoudplan niet aan de commissie voorlegt binnen de termijn die artikel 21 van dit besluit hem oplegt of indien de commissie weigert dit boekhoudplan goed te keuren.

HOOFDSTUK 4. — *Bekendmaking van de tarieven*

Art. 10. § 1. De commissie laat haar beslissing tot goedkeuring van het budget met tariefvoorstel bedoeld in artikel 8 van dit besluit voor het komende exploitatiejaar bekendmaken in uiterlijk de laatste editie van het *Belgisch Staatsblad* en van het *Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen* van het lopende jaar, alsook onverwijd langs elektronische weg.

§ 2. De commissie maakt haar beslissing bedoeld in artikel 9 van dit besluit onverwijd bekend in het *Belgisch Staatsblad* en in het *Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen*, alsook langs elektronische weg.

§ 3. De netbeheerder maakt de tarieven goedgekeurd door de commissie onverwijd aan de netgebruikers bekend op de wijze die hij passend acht, en stelt ze ter beschikking aan iedereen die erom verzoekt. Hij maakt ze eveneens onverwijd bekend langs elektronische weg.

Art. 11. Uiterlijk op 31 maart van elk jaar legt de commissie aan de minister een verslag voor over de tarieven bedoeld in artikel 12, § 1, van de wet, die tijdens het voorbije exploitatiejaar toegepast zijn. De minister maakt dit verslag over aan de federale wetgevende Kamers, de gewestregeringen en het controlecomité. Hij ziet erop toe dat het verslag op passende wijze wordt bekendgemaakt.

De commissie maakt dit verslag ook over aan de netbeheerder door een ter post aangetekend schrijven.

HOOFDSTUK 5. — *Verslagen en gegevens die de netbeheerder aan de commissie moet verstrekken met het oog op de controle van de tarieven door de commissie*

Art. 12. § 1. Op 14 februari, 15 mei, 15 augustus en 15 november van elk jaar maakt de netbeheerder een trimestriële rapportering over aan de commissie over de exploitatieleresultaten van het transmissienet gedurende het voorbije trimester.

Elke trimestriële rapportering omvat :

1° een kopij van de verslagen van de vergaderingen van het voorbije trimester van de interne en externe audit-comités en van het corporate governance-comité;

2° een proef- en saldbalans van het voorbije trimester.

§ 2. De trimestriële rapportering op 15 augustus en 15 november van elk jaar omvat eveneens de gecumuleerde rapportering over de reeds voorbije trimesters van het lopende exploitatiejaar.

§ 3. Le rapport trimestriel du 15 août de chaque année comporte également :

1° les comptes annuels déposés et approuvés de l'exercice précédent;

2° les rapports du conseil d'administration et des commissaires-réviseurs de la dernière assemblée générale;

3° le procès-verbal des dernières assemblées générales.

§ 4. Le gestionnaire du réseau transmet à la commission, avec le rapport trimestriel du 14 février de chaque année, un rapport annuel concernant les résultats d'exploitation du réseau de transport de l'exercice précédent.

§ 5. Chaque rapport est transmis à la commission par porteur avec accusé de réception.

§ 6. Dans les trente jours calendrier suivant la réception du rapport, la commission informe le gestionnaire du réseau par lettre recommandée de la poste de ses éventuelles remarques concernant son rapport.

Pour le rapport annuel visé au § 4, le délai visé au premier alinéa est allongé à soixante jours calendrier.

Art. 13. § 1^{er}. L'introduction du budget comportant la proposition tarifaire et éventuellement du budget adapté comportant la proposition tarifaire, de même que les rapports visés respectivement aux articles 8 et 12 du présent arrêté, se fait à l'aide du modèle de rapport.

Sur proposition de la commission, le ministre définit le modèle de rapport et les lignes directrices suivant lesquelles le modèle de rapport et ses annexes doivent être complétées et interprétées.

§ 2. Le ministre peut modifier ou compléter, sur proposition de la commission, le modèle de rapport et ses annexes, ainsi les lignes directrices suivant lesquelles le modèle de rapport et ses annexes doivent être complétées et interprétées lorsque la bonne exécution de la loi ou du présent arrêté l'exige.

Art. 14. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau met les informations suivantes à la disposition de la commission avec le budget comportant la proposition tarifaire visé à l'article 8 du présent arrêté, sous la forme d'annexes motivées :

1° en ce qui concerne les principes appliqués par le gestionnaire du réseau lors de la rédaction de son budget comportant la proposition tarifaire :

a) l'évolution escomptée du produit national brut;

b) l'évolution escomptée des kWh injectés et prélevés;

c) le taux d'inflation escompté;

d) les adaptations salariales, globalement et par catégorie;

e) les mutations de personnel escomptées, à savoir les recrutements et les licenciements;

f) les taux d'intérêt escomptés;

g) le coût du capital pondéré moyen pour la période à venir;

h) le taux d'impôt effectif;

i) les autres données macroéconomiques susceptibles de pouvoir influencer le résultat en termes d'output et de tarifs;

2° en ce qui concerne les investissements prévus :

a) la liste des investissements prévus pour l'exercice suivant :

— comprenant une différenciation entre les investissements de renouvellement des immobilisations corporelles et les investissements d'extension;

— comprenant une différenciation entre les investissements liés à l'acquisition de la propriété de composants du réseau de transport d'une part et les investissements liés à l'acquisition de la jouissance de composants du réseau de transport appartenant à des tiers et pour l'utilisation desquels le gestionnaire du réseau paiera une rémunération d'autre part;

— mentionnant la valeur d'acquisition et l'amortissement annuel ou la redevance d'utilisation qui devra être payée;

b) pour tous les investissements supérieurs à 2 478 935 EUR, y compris les nouvelles parties d'infrastructure devant être mises en service et qui ne figurent pas au bilan, une analyse financière d'investissement et de rendement comportant au moins les données suivantes :

— la description du projet;

— les objectifs du projet;

— le détail des principaux postes de coûts du projet;

§ 3. De trimestriële rapportering op 15 augustus van elk jaar omvat eveneens :

1° de goedgekeurde en neergelegde jaarrekening van het voorbije exploitatiejaar;

2° de verslagen van de raad van bestuur en van de commissarissen-revisoren aan de laatste algemene vergadering;

3° de notulen van de laatste algemene vergaderingen.

§ 4. Tegelijkertijd met de trimestriële rapportering op 14 februari van elk jaar maakt de netbeheerder aan de commissie een jaarlijkse rapportering over de exploitatieresultaten van het transmissienet van het voorbije exploitatiejaar over.

§ 5. Elke rapportering wordt per drager en tegen ontvangstbewijs overhandigd aan de commissie.

§ 6. Binnen de dertig kalenderdagen na ontvangst van de rapportering brengt de commissie de netbeheerder van haar eventuele opmerkingen over zijn rapportering op de hoogte bij een ter post aangetekend schrijven.

Voor de jaarlijkse rapportering bedoeld in § 4 wordt de termijn bedoeld in het eerste lid verhoogd tot zestig kalenderdagen.

Art. 13. § 1. De indiening van het budget met tariefvoorstel en eventueel het aangepast budget met tariefvoorstel, alsook van de rapporteringen, bedoeld in respectievelijk de artikelen 8 en 12 van dit besluit, gebeuren aan de hand van het rapporteringsmodel.

Op voorstel van de commissie, bepaalt de minister het rapporteringsmodel en de richtlijnen volgens welke het rapporteringsmodel en zijn bijlagen dienen ingevuld en geïnterpreteerd te worden.

§ 2. De minister kan het rapporteringsmodel en de richtlijnen volgens welke het rapporteringsmodel en zijn bijlagen dienen ingevuld en geïnterpreteerd te worden wijzigen of aanvullen wanneer de goede uitvoering van de wet of/dit besluit het vereisen.

Art. 14. § 1. Samen met het budget met tariefvoorstel bedoeld in artikel 8 van dit besluit stelt de netbeheerder de volgende gegevens ter beschikking van de commissie in de vorm van met redenen omklede bijlagen :

1° inzake de uitgangspunten gehanteerd door de netbeheer bij het opstellen van zijn budget met tariefvoorstel :

a) de verwachte evolutie van het bruto nationaal product;

b) de verwachte evolutie van de getransporteerde kWh;

c) de verwachte inflatievoet;

d) de geplande wedde-aanpassingen, globaal en per categorie;

e) de verwachte personeelsmutaties, met name de aanwervingen en afvloeiingen;

f) de verwachte intrestvoeten;

g) de gewogen gemiddelde kapitaalkost voor de komende periode;

h) de effectieve belastingsvoet;

i) de andere macro-economische gegevens die het resultaat in termen van output en van tarieven kunnen beïnvloeden;

2° inzake de voorziene investeringen :

a) de lijst van de investeringen voorzien voor het volgende exploitatiejaar :

— met opsplitsing tussen de vervangingsinvesteringen voor vaste activa en de uitbreidingsinvesteringen;

— met opsplitsing tussen de investeringen in de verwerving van het eigendom van bestanddelen van het transmissienet enerzijds, en de investeringen in de verwerving van het genot van bestanddelen van het transmissienet die eigendom zijn van derden en voor het gebruik waarvan de netbeheerder een vergoeding zal betalen anderzijds;

— met opgave van de aanschaffingswaarde en de jaarlijkse afschrijving of van de gebruiksvergoeding die betaald zal moeten worden;

b) voor alle investeringen van meer dan 2 478 935 EUR, met inbegrip van de nieuw in gebruik te nemen infrastructuurdelen die niet op de balans voorkomen, een financiële investerings- en rendementsanalyse, die minstens de volgende gegevens bevat :

— de omschrijving van het project;

— de doelstelling van het project;

— de detaillering van de belangrijkste kostenposten van het project;

- un aperçu des fournisseurs et des entrepreneurs (et sous-traitants) qui collaborent à la réalisation du projet;
- l'évolution dans le temps du projet, mentionnant la durée totale du projet lorsque le projet couvre une durée supérieure à un an;
- l'impact sur les amortissements;
- les améliorations visées au niveau de l'efficacité, notamment l'efficacité énergétique;
- les effets sur l'environnement;
- une analyse financière, à savoir un plan de cash-flow, y compris des besoins de financement pendant la durée de vie du projet et une analyse de rentabilité du projet;

3° en matière d'effectif du personnel :

- a) un plan du personnel détaillé comprenant un organigramme pour l'exercice suivant;

- b) un aperçu du nombre de membres du personnel en équivalents temps plein par centre de coût, y compris les recrutements et licenciements envisagés;

c) un plan détaillé des formations prévues;

- 4° une analyse des points forts et des faiblesses, de même que des opportunités et des menaces par rapport aux différentes activités du gestionnaire du réseau impliquant au moins les domaines d'activités suivants :

- la technologie;
- le personnel;
- l'organisation administrative;
- les relations avec la clientèle;
- l'environnement;
- la politique d'achat;
- l'entretien;
- l'exploitation;
- l'utilisation du réseau;
- les goulets d'étranglement au niveau de la capacité;
- les risques de démarrage;
- les flux de transit;
- le déroulement des contrats à long terme;
- la recherche et le développement;

- 5° un bilan prévisionnel selon le schéma normalisé des comptes annuels pour les trois premières années d'exploitation;

- 6° un aperçu des actions et des investissements visant spécifiquement une amélioration de l'efficacité et/ou des économies de coût, avec une analyse et un calcul des économies de coût escomptées;

- 7° les différentes formules de souscription pour lesquelles les utilisateurs du réseau peuvent opter, avec une différenciation des utilisateurs du réseau selon les différentes formules de souscription et une autre différenciation de chaque type d'utilisateur selon les différents groupes de clients;

- 8° une explication circonstanciée des différents types de charges et produits suivants :

- charges exceptionnelles;
- produits exceptionnels;
- charges pour la recherche et le développement;
- charges des enquêtes réalisées par des tiers;
- charges des investissements en matériel informatique.

§ 2. Les actifs inclus dans le groupe 25 du schéma normalisé des comptes annuels, à savoir les "immobilisations corporelles en location-financement et sur base de droits similaires" sont repris dans le modèle de rapport comme s'il s'agissait de biens propres du gestionnaire du réseau, soit dans la rubrique 22 "terrains et constructions", soit dans la rubrique 23 "installation, machines et outillage", soit dans la rubrique 24 "mobilier et matériel roulant" et dans la rubrique 26 "autres immobilisations corporelles".

Art. 15. Pour chaque rapport, rapport cumulé et rapport annuel, le gestionnaire du réseau réalise une analyse des différences entre les données concernant respectivement l'exploitation au cours du trimestre précédent, des trimestres cumulés précédents ou de l'exercice précédent et les données correspondantes du budget.

- een overzicht van de leveranciers en (onder) aannemers die meewerken aan de realisatie van het project;

- het verloop in de tijd van het project, waarbij het volledig tijdsverloop vermeld wordt als het project over meer dan één jaar loopt;

— de impact op de afschrijvingen;

- de beoogde efficiëntieverbeteringen, inzonderheid de energie-efficiëntie;

— de milieu-effecten;

- een financiële analyse, met name een cashflow-planning, met inbegrip van de financieringsbehoeftes tijdens de levensduur van het project en een rentabiliteitsanalyse van het project;

3° inzake het personeelsbestand :

- a) een uitgebreid personeelsplan met organogram voor het komende exploitatiejaar;

- b) een overzicht van het aantal personeelsleden in voltijdse equivalenten per kostenplaats, met inbegrip van voorgenomen aanwervingen en afvloeiingen;

c) een gedetailleerd plan van de voorziene opleidingen;

- 4° een analyse van de sterktes en zwaktes, alsook van de opportuniteten en bedreigingen van de onderscheiden activiteiten van de netbeheerder, waarin minstens volgende bedrijfsdomeinen aan bod komen :

- de technologie;
- het personeel;
- de administratieve organisatie;
- de klantenrelaties;
- het milieu;
- het aankoopbeleid;
- het onderhoud;
- de exploitatie;
- de benutting van het net;
- de capaciteitsknelpunten;
- de opstartrisico's;
- het transitverkeer;
- het verloop van de lange termijn-contracten;
- het onderzoek en de ontwikkeling;

- 5° een geprojecteerde balans volgens het genormaliseerd schema van de jaarrekening voor de eerste drie exploitatiejaren;

- 6° een overzicht van de acties en de investeringen specifiek gericht op efficiëntieverbetering en/of kostenbesparing, met een analyse en berekening van de verhoopte kostenbesparing;

- 7° de onderscheiden onderschrijvingsformules waarvoor de netgebruikers kunnen opteren, met een uitsplitsing van de netgebruikers over de onderscheiden onderschrijvingsformules en een verdere uitsplitsing van elke soort over de onderscheiden klantengroepen;

- 8° een omstandige toelichting bij de volgende soorten kosten en opbrengsten :

- uitzonderlijke kosten;
- uitzonderlijke opbrengsten;
- kosten voor onderzoek en ontwikkeling;
- kosten voor studies uitgevoerd door derden;
- kosten voor informatica-investeringen.

§ 2. De activa die vallen in groep 25 van het genormaliseerd schema van de jaarrekening, namelijk de "vaste activa in leasing of op grond van een soortgelijk recht", worden in het rapporteringsmodel opgenomen alsof het om eigen goederen van de netbeheerder zou gaan, hetzij in de rubriek 22 "terreinen en gebouwen", hetzij in de rubriek 23 "installaties, machines en uitrusting", hetzij in de rubriek 24 "meubilair en rollend materieel" en rubriek 26 "overige materiële vaste activa".

Art. 15. Bij elke rapportering, gecumuleerde rapportering en jaarlijkse rapportering maakt de netbeheerder een analyse van de verschillen tussen de gegevens betreffende de exploitatie tijdens respectievelijk het voorbije trimester, de voorbije gecumuleerde trimesters of het voorbije exploitatiejaar en van de overeenstemmende gegevens uit het budget.

Pour les écarts supérieurs à 10 % entre les données relatives à l'exploitation et les données correspondantes du budget, le gestionnaire du réseau joint une documentation et une motivation circonstanciées à son analyse.

CHAPITRE 6. — *Obligations comptables du gestionnaire du réseau*

Art. 16. Sans préjudice de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels de l'entreprise et de ses arrêtés d'exécution :

1° l'exercice du gestionnaire du réseau correspond à l'année civile;

2° les comptes du gestionnaire du réseau reflètent un traitement totalement différencié des transactions liées aux services et aux activités visés à l'article 8 de la loi et des transactions liées aux autres services et activités visés à l'article 9, § 1^{er} de la loi;

3° le gestionnaire du réseau tient une comptabilité analytique permettant une affectation :

a) des charges en fonction des centres de coût, des objets de coût et des groupes de clients, y compris des clients restants;

b) des produits en fonction des objets de coût et des groupes de clients, y compris des clients restants.

Art. 17. La comptabilité analytique visée à l'article 16, 3°, du présent arrêté distingue les objets de coût suivants :

1° les coûts de raccordement au réseau de transport, au niveau desquels une distinction est établie entre :

a) les coûts d'étude;

b) les coûts de réalisation et d'entretien du raccordement au réseau de transport;

2° les coûts d'utilisation du réseau de transport, au niveau desquels une distinction est établie entre :

a) les coûts de dossier;

b) les coûts d'étude, de construction et d'entretien de l'infrastructure, suivant un système en cascade, les coûts pour les parties d'infrastructure à un niveau de tension plus élevé étant à la charge des parties d'infrastructure à un niveau de tension moins élevé, dans la mesure où ces dernières utilisent les premières;

c) les coûts de gestion du réseau de transport, au niveau desquels une distinction est établie entre :

— la gestion commerciale des contrats concernant l'accès au réseau de transport et aux services auxiliaires;

— la programmation des échanges d'énergie;

— la gestion du réseau de transport et le suivi des échanges d'énergie;

— l'acquisition et le traitement des mesures et comptages;

— le contrôle de la qualité de l'approvisionnement et de la stabilité du réseau de transport;

3° Les coûts des services auxiliaires au niveau desquels une distinction est établie entre :

a) le réglage primaire de la fréquence;

b) la réglage secondaire de l'équilibre de la zone de réglage belge;

c) le service de black-start;

d) la compensation des déséquilibres quart-horaires;

e) la réserve tertiaire;

f) le réglage de la tension et de la puissance réactive;

g) la gestion des congestions;

4° les impôts, prélèvements, surcharges et contributions pour lesquels une distinction est établie entre :

a) les surcharges ou prélèvements destinés au financement des obligations de service public, notamment ceux visés aux articles 7 et 21, premier alinéa, 3°, de la loi;

b) les surcharges destinées à la couverture des frais de fonctionnement de la commission, visées à l'article 25, § 3, premier alinéa, de la loi;

Voor de verschillen van meer dan 10 % tussen de gegevens betreffende de exploitatie en de overeenstemmende gegevens uit het budget voegt de netbeheerder een uitvoerige documentatie en motivering bij zijn analyse.

HOOFDSTUK 6. — *Boekhoudkundige verplichtingen van de netbeheerder*

Art. 16. Onvermindert de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekening van de onderneming en haar uitvoeringsbesluiten :

1° valt het boekjaar van de netbeheerder samen met het kalenderjaar;

2° geven de rekeningen van de netbeheerder een volledig gesplitste verwerking weer van de transacties uit de diensten en activiteiten bedoeld in artikel 8 van de wet en de transacties uit de andere diensten en activiteiten bedoeld in artikel 9, § 1, van de wet;

3° voert de netbeheerder een analytische boekhouding die een toewijzing mogelijk maakt :

a) van de kosten in functie van de kostenplaatsen, de kostenobjecten en in de klantengroepen, met inbegrip van de overige klanten;

b) van de opbrengsten in functie van de kostenobjecten en de klantengroepen, met inbegrip van de overige klanten.

Art. 17. De analytische boekhouding bedoeld in artikel 16, 3°, van dit besluit onderscheidt de volgende kostenobjecten :

1° de kosten voor de aansluiting op het transmissienet, waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen :

a) de studiekosten;

b) de kosten voor de uitvoering en het onderhoud van de aansluiting op het transmissienet;

2° de kosten voor het gebruik van het transmissienet waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen :

a) de dossierkosten;

a) de kosten voor de studie, de aanleg en het onderhoud van de infrastructuur, waarbij volgens een cascadesysteem de kosten van de infrastructuurdeuren met de hogere spanningsniveaus ten laste van de infrastructuurdeuren met de lagere spanningsniveaus worden gelegd in de mate dat deze laatste gebruik van de eerste maken;

b) de kosten voor het beheer van het transmissienet waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen :

— het commerciële beheer van de contracten betreffende de toegang tot het transmissienet en de ondersteunende diensten;

— de programmering van de energie-uitwisselingen;

— het besturen van het transmissienet en het opvolgen van de energie-uitwisselingen;

— het verwerven en de behandeling van de meters en tellers;

— de controle op de kwaliteit van de bevoorrading en op de stabiliteit van het transmissienet;

3° de kosten voor de ondersteunende diensten waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen :

a) de primaire regeling van de frequentie;

b) de secundaire regeling van de evenwicht in de Belgische regelzone;

c) de black-start-dienst;

d) de compensatie van de kwartuuronevenwichten;

e) de tertiaire-reserve;

f) de regeling van de spanning en van het reactief vermogen;

g) het congestiebeheer;

4° de belastingen, heffingen, toeslagen en bijdragen, waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen :

a) de toeslagen of heffingen ter financiering van de openbare dienstverplichtingen, inzonderheid bedoeld in de artikelen 7 en 21, eerste lid, 3° van de wet;

b) de toeslagen ter dekking van de werkingskosten van de commissie, bedoeld in artikel 25, § 3, eerste lid, van de wet;

c) les contributions destinées à la couverture des coûts échoués, visés à l'article 12, § 2, 5°, d), de la loi;

d) les impôts sur le revenu;

e) les impôts locaux, provinciaux, régionaux et fédéraux restants;

5° la rémunération des capitaux investis, pour laquelle une distinction est établie entre :

a) les frais de financement en vue d'attirer des fonds de tiers auprès de donneurs de crédit externes;

b) la marge bénéficiaire équitable, visée à l'article 12, § 2, 3°, de la loi, à titre de rémunération des fonds propres.

Art. 18. Le gestionnaire du réseau tient sa comptabilité analytique visée à l'article 17, 3°, de manière à pouvoir établir un lien direct entre les charges et produits par objet de coût et par groupe de client, ainsi qu'une analyse de rentabilité.

Sans préjudice du troisième alinéa, il affecte à cet effet tous les coûts par nature aux objets de coût et aux groupes de clients, y compris les clients restants, sur la base des générateurs de coûts et/ou des clés de répartition que le gestionnaire du réseau soumet à l'approbation de la commission avec le budget comprenant la proposition tarifaire visé à l'article 8 du présent arrêté. Le gestionnaire du réseau joint une justification aux générateurs de coûts et aux clés de répartition qu'il propose.

Le gestionnaire affecte les coûts annuels totaux par objet de coût sur les différentes périodes proportionnellement aux prélèvements d'énergie sur ces périodes par rapport au prélèvement annuel total. Les périodes devant être prises en compte sont les périodes été-hiver, heures de pointe-heures creuses, et week-end jours fériés.

Art. 19. § 1^{er}. Les données nécessaires au calcul des coûts par unité et pouvant être obtenues en dehors de la comptabilité sont documentées et expliquées par le gestionnaire du réseau. Le gestionnaire du réseau démontre la manière dont l'ampleur des données est déterminée, quelles sont les bases d'évaluation et/ou les méthodes de mesure utilisées et suivant quelle méthode et quels principes, tels que la nature des générateurs de coûts et des clés de répartition, l'imputation est effectuée.

§ 2. Le gestionnaire du réseau garde des registres contenant au moins les données non-monétaires suivantes :

1° les éléments permettant le calcul des indicateurs de performance déterminés dans le modèle de rapport;

2° les données relatives au personnel;

3° la quantité d'énergie transportée;

4° la longueur du réseau, la longueur des câbles souterrains, la longueur des lignes aériennes;

5° la surface desservie;

6° le nombre de clients raccordés;

7° le nombre de points de prélèvement par partie d'infrastructure;

8° la pointe maximale de puissance;

9° la composition des formules de souscription et les utilisateurs du réseau par formule de souscription.

Le gestionnaire du réseau compose ces registres de manière à ce que leur intégrité et leur consistance puissent être testées dans le rapport.

§ 3. Le gestionnaire du réseau met les informations devant être obtenues de la part de tiers à la disposition de la commission à la demande de celle-ci.

§ 4. Le gestionnaire du réseau fournit des explications à la commission au sujet de son organisation administrative et des procédures de contrôle interne. Il fournit une description détaillée de sa procédure d'achat et des processus faisant l'objet d'un stockage central et de la gestion des données et des étapes dans la procédure liée à la gestion de l'ordinateur.

c) de bijdragen ter dekking van verloren kosten, bedoeld in artikel 12, § 2, 5°, d), van de wet;

d) de inkomstenbelastingen;

e) de overige lokale, provinciale, gewestelijke en federale belastingen;

5° de vergoeding van de geïnvesteerde kapitalen, waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen :

a) de financieringskosten voor het aantrekken van vreemd vermogen bij externe kredietverschaffers;

b) de billijke winstmarge, bedoeld in artikel 12, § 2, 3°, van de wet, ter vergoeding van het eigen vermogen.

Art. 18. De netbeheerder voert zijn analytische boekhouding bedoeld in artikel 17, 3°, zodat een rechtstreeks verband kan worden gelegd tussen de kosten en de opbrengsten per kostenobject en per klantengroep en een rentabiliteitsanalyse kan gemaakt worden.

Onverminderd het derde lid, rekent hij daartoe alle kostensoorten toe aan de kostenobjecten en de klantengroepen, met inbegrip van de overige klanten, op basis van de kostenveroorzakers en/of verdeelsleutels die de netbeheerder, samen met het budget met tariefvoorstel bedoeld in artikel 8 van dit besluit, ter goedkeuring van de commissie voorlegt. De netbeheerder voegt een verantwoording bij de kostenveroorzakers en verdeelsleutels die hij voorstelt.

De netbeheerder rekent de totale jaarlijkse kosten per kostenobject over de verschillende periodes toe in verhouding van de afname van energie over deze periodes tot de totale jaarlijkse afname. De in aanmerking te nemen periodes zijn winter-zomer, piekuren-daluren en weekend-weekdagen.

Art. 19. § 1. De gegevens die nodig zijn om de kosten per eenheid te berekenen en die buiten de boekhouding om worden verkregen, worden door de netbeheerder gedocumenteerd en toegelicht. De netbeheerder toont aan op welke wijze de omvang van de gegevens is bepaald, welke de gehanteerde waarderingsgrondslagen en/of meetmethoden zijn en volgens welke methodiek en beginselen, zoals de aard van de kostenveroorzakers en de verdeelsleutels, de toerekening is gedaan.

§ 2. De netbeheerder houdt registers bij die minstens de volgende niet-monetaire gegevens bevatten :

1° de elementen die de berekening van de performantie-indicatoren bepaald in het rapporteringsmodel mogelijk maken;

2° de personeelsgegevens;

3° de hoeveelheid getransporteerde energie;

4° de netwerk lengte, de lengte van de ondergrondse kabels, de lengte van de bovengrondse lijnen;

5° de bediende oppervlakte;

6° het aantal geconnecteerde klanten;

7° het aantal afnamepunten per infrastructuurdeel;

8° de maximale vermogenspiek;

9° de samenstelling van de onderschrijvingsformules en de netgebruikers per onderschrijvingsformule.

De netbeheerder stelt deze registers op zodanige wijze samen dat zij op hun integriteit en consistentie in de rapportering kunnen worden getest.

§ 3. Op vraag van de commissie stelt de netbeheerder de van derden te verkrijgen gegevens te harer beschikking.

§ 4. De netbeheerder verschafft de commissie uitleg over zijn administratieve organisatie en de procedures van interne controle. Hij geeft een gedetailleerde beschrijving van zijn aankoopprocedure en van de processen die het voorwerp zijn van centrale bewaring en beheer van data en processtappen van de procedure bij het beheer van de computer.

Art. 20. § 1^{er}. Trois mois au plus tard après l'entrée en vigueur de sa désignation comme gestionnaire du réseau, le gestionnaire du réseau soumet son plan comptable à l'approbation de la commission. Il explique ce plan à la demande de la commission. Ce plan comptable doit correspondre au modèle de rapport visé à l'article 13 du présent arrêté.

Le plan comptable est transmis par porteur avec accusé de réception à la commission.

§ 2. Dans les soixante jours calendrier suivant réception du plan comptable, la commission informe le gestionnaire du réseau par lettre recommandée de la poste de sa décision d'approbation ou d'improbation du plan comptable.

Dans sa décision d'improbation, la commission indique quels points du plan comptable le gestionnaire du réseau devra adapter pour recevoir l'approbation de la commission.

§ 3. Si la commission rejette le plan comptable, le gestionnaire du réseau soumet, dans les quinze jours calendrier, un plan comptable adapté à l'approbation de la commission, conformément à la procédure visée au § 1^{er}, deuxième alinéa, du présent article.

Dans le délai visé au premier alinéa, la commission entend le gestionnaire du réseau à sa demande.

Dans les quinze jours suivant la réception du plan comptable adapté, la commission informe le gestionnaire du réseau par lettre recommandée de la poste de sa décision d'approuver ou de rejeter le plan comptable adapté.

CHAPITRE 7. — *Maitrise des coûts*

Art. 21. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau maintient le coût par unité d'énergie transportée à un niveau aussi bas que possible en maîtrisant au mieux les facteurs déterminant le coût.

§ 2. Le gestionnaire du réseau remet un rapport à la commission concernant le résultat de ses efforts en vue de maîtriser les coûts, basé sur des indicateurs de performance figurant dans le modèle de rapport, visé à l'article 13 du présent arrêté.

Art. 22. Les coûts repris dans les objets de coût, visés à l'article 17, 1°, 2°, 3° en 5°, b), du présent arrêté ne peuvent être répercutés sur les tarifs visés à l'article 12, § 1^{er}, de la loi, que si la commission ne les a pas rejetés en raison de leur caractère déraisonnable. La commission évaluera le caractère raisonnable de ces coûts en les comparant, entre autres, aux coûts correspondants d'entreprises similaires.

Art. 23. En ce qui concerne le calcul des tarifs visés à l'article 12, § 1^{er}, de la loi, les revenus issus de contrats destinés au transit d'électricité entre grands réseaux, au sens de l'article 2 de la Directive 90/547/CE du Conseil du 29 octobre 1990 relative au transit d'électricité sur les grands réseaux sont déduits des coûts visés à l'article 17, 2°, du présent arrêté.

Art. 24. Si la commission constate, lors de son étude du rapport annuel visé à l'article 12, § 4, du présent arrêté, que les tarifs visés à l'article 12, § 1^{er}, de la loi et appliqués au cours de l'exercice précédent ont résulté en un boni ou un mali, elle en informe immédiatement le gestionnaire du réseau par lettre recommandée de la poste.

Le gestionnaire du réseau peut communiquer à la commission ses observations à ce sujet dans les quinze jours calendrier suivant la réception de cette lettre; ses observations sont transmises à la commission par porteur avec accusé de réception. A sa demande, le gestionnaire est entendu par la commission dans ce délai.

Dans les trente jours calendrier suivant l'expiration du délai visé au deuxième alinéa, la commission décide de manière définitive si les tarifs ont résulté en un boni ou un mali.

Ce boni ou ce mali sera imputé pour moitié sur les tarifs de l'année suivante et pour moitié au gestionnaire de réseau.

Art. 20. § 1. Uiterlijk drie maanden na de inwerkingtreding van zijn aanstelling tot netbeheerder legt de netbeheerder zijn boekhoudplan ter goedkeuring aan de commissie voor. Hij licht dit plan toe op verzoek van de commissie. Dit boekhoudplan moet afgestemd zijn op het rapporteringsmodel bedoeld in artikel 13 van dit besluit.

Het boekhoudplan wordt per drager en tegen ontvangstbewijs overhandigd aan de commissie.

§ 2. Binnen de zestig kalenderdagen na ontvangst van het boekhoudplan brengt de commissie de netbeheerder bij een ter post aangetekend schrijven op de hoogte van haar beslissing tot goedkeuring of afkeuring van het boekhoudplan.

In haar beslissing tot afkeuring geeft de commissie aan op welke punten de netbeheerder het boekhoudplan moet aanpassen om de goedkeuring van de commissie te verkrijgen.

§ 3. Indien de commissie het boekhoudplan afkeurt, legt de netbeheerder binnen de vijftien kalenderdagen een aangepast boekhoudplan ter goedkeuring voor aan de commissie volgens de procedure bedoeld in § 1, tweede lid, van dit artikel.

Binnen de termijn bedoeld in het eerste lid hoort de commissie de netbeheerder indien deze erom verzoekt.

Binnen de vijftien dagen na ontvangst van het aangepaste boekhoudplan brengt de commissie de netbeheerder bij een ter post aangetekend schrijven op de hoogte van haar beslissing tot goedkeuring of afkeuring van het aangepaste boekhoudplan.

HOOFDSTUK 7. — *Kostenbeheersing*

Art. 21. § 1. De netbeheerder houdt de kostprijs per eenheid getransporteerde energie zo laag mogelijk door de factoren die de kostprijs bepalen maximaal te beheren.

§ 2. De netbeheerder brengt over het effect van zijn inspanningen tot kostenbeheersing verslag uit aan de commissie op basis van de performantie-indicatoren opgenomen in het rapporteringsmodel, bedoeld in artikel 13 van dit besluit.

Art. 22. De kosten in de kostenobjecten, bedoeld in artikel 17, 1°, 2°, 3° en 5°, b), van dit besluit, kunnen alleen in de tarieven, bedoeld in artikel 12, § 1, van de wet, doorgerekend worden voorzover de commissie ze niet als onredelijk verworpen heeft. De commissie beoordeelt de redelijkheid van deze kosten door ze ondermeer te vergelijken met de overeenstemmende kosten van gelijkaardige ondernemingen.

Art. 23. Voor de berekening van de tarieven, bedoeld in artikel 12, § 1, van de wet, worden de opbrengsten voortvloeiend uit de contracten voor de transit van elektriciteit tussen hoofdnetten, in de zin van artikel 2 van de Richtlijn 90/547/EEG van de Raad van 29 oktober 1990 betreffende de doorvoer van elektriciteit via de hoofdnetten, in mindering gebracht van de kosten bedoeld in artikel 17, 2°, van dit besluit.

Art. 24. Indien de commissie bij haar onderzoek van de jaarlijkse rapportering bedoeld in artikel 12, § 4, van dit besluit, vaststelt dat de tarieven, bedoeld in artikel 12, § 1, van de wet, toegepast tijdens het voorbije exploitatiejaar geresulteerd hebben in een bonus of een malus, brengt zij de netbeheerder bij een ter post aangetekend schrijven hiervan onverwijld op de hoogte.

Binnen de vijftien kalenderdagen na de ontvangst van dit schrijven kan de netbeheerder zijn bevindingen hierover meedelen aan de commissie; zijn bevindingen worden per drager en tegen ontvangstbewijs overhandigd aan de commissie. Op zijn verzoek wordt de netbeheerder binnen deze termijn gehoord door de commissie.

Binnen de dertig kalenderdagen na het verloop van de termijn bedoeld in het tweede lid, beslist de commissie definitief of de tarieven geresulteerd hebben in een bonus of malus.

Deze bonus of malus wordt voor de helft verrekend in de tarieven die van toepassing zullen zijn in het exploitatiejaar volgend op het exploitatiejaar waarin de commissie deze beslissing genomen heeft en voor de helft aan de netbeheerder.

Toutefois, si la commission établit que 2 années successives un boni se présente, la commission décide si ce second boni doit être affecté totalement ou partiellement aux tarifs qui seront appliqués durant l'exercice suivant l'exercice durant lequel la commission a pris cette décision. Si, par contre, la commission établit que 2 années successives un mali se présente, le second mali ne peut être affecté aux tarifs qui seront appliqués durant l'exercice suivant l'exercice durant lequel la commission a pris cette décision.

Dans tous les cas, si la commission constate que ces boni ou mali résultent d'éléments exceptionnels ayant affectés durant une part importante de l'année et sur une grande part du réseau de transport, tel que catastrophes naturelles ou conflits armés, elle peut décider d'une clef de répartition différente pour tout ou partie de ce boni ou mali.

En ce qui concerne l'application du présent article, la commission peut rejeter les dépenses du gestionnaire du réseau qui ne sont pas en rapport avec les activités légales du gestionnaire du réseau visées aux articles 8 et 9 de la loi. Le montant de ces dépenses est déduit de l'objet de frais visé à l'article 17, 4°, b), du présent arrêté. Si l'autorité compétente rejette également ces dépenses sur la base du droit fiscal et que ce rejet donne lieu à des impôts ou prélèvements complémentaires, le montant de ces impôts ou prélèvements sera également déduit de l'objet de frais visé à l'article 17, 4°, b), du présent arrêté.

CHAPITRE 8. — *Dispositions pénales*

Art. 25. Sont sanctionnés d'une amende de 50 euro à 20 000 euro :

— les personnes qui omettent ou refusent de fournir à la commission les informations demandées par la commission et qu'elles sont tenues de communiquer en vertu du présent arrêté.

CHAPITRE 9. — *Dispositions transitoires*

Art. 26. Jusqu'au jour où le règlement technique visé à l'article 11 de la loi entre en vigueur, les définitions contenues à l'article 1^{er} du présent arrêté sont complétées par celles décrites dans les règlements et dispositions existants concernant la gestion du réseau de transport et l'accès à celui-ci, telles qu'elles sont appliquées par le gestionnaire de fait du réseau de transport.

Art. 27. Par dérogation à l'article 8, § 1^{er}, premier alinéa, du présent arrêté, le gestionnaire du réseau doit introduire, dans les trois mois suivant la prise d'effet de sa désignation comme gestionnaire du réseau conformément à l'article 10, § 1^{er}, de la loi, un budget comportant la proposition tarifaire pour l'exercice 2001 auprès de la commission.

Par dérogation à l'article 8, § 3, du présent arrêté, la commission dispose d'un délai de soixante jours calendrier pour informer le gestionnaire du réseau de sa décision relative au budget comportant la proposition tarifaire visé au premier alinéa.

Pour le reste, la procédure prévue à l'article 8, §§ 3 et 4, du présent arrêté, est d'application.

Art. 28. Jusqu'au jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal contenant les montants et les modalités relatives à la surcharge visée à l'article 25, § 3, premier alinéa, de la loi, l'article 17, 4°, b), du présent arrêté est libellé comme suit :

« c) les surcharges destinées à la couverture des frais de fonctionnement de la commission, visées à l'article 25, § 3, deuxième alinéa, de la loi;».

Art. 29. Pour la période entre l'entrée en vigueur du présent arrêté et le 31 décembre 2001 :

a) le montant de "100 millions de BEF" est d'application au lieu du montant de "2 478 935 EUR" mentionné à l'article 14 § 12° b) premier alinéa.

b) les montants de "50 BEF" et "20 000 BEF" sont d'application au lieu des montants de "50 EUR" et "20 000 EUR" mentionnés à l'article 26, § 1^{er}.

Indien de commissie echter vastelt dat er een bonus voorkomt gedurende 2 opéénvolgende jaren, beslist de commissie of deze tweede bonus geheel of gedeeltelijk dient verrekend te worden in de tarieven die van toepassing zullen zijn in het exploitatiejaar volgend op het exploitatiejaar waarin de commissie deze beslissing genomen heeft. Indien de commissie echter vaststelt dat er gedurende 2 opéénvolgende jaren een malus voorkomt, dan kan de tweede malus niet verrekend worden in de tarieven van het exploitatiejaar volgend op het exploitatiejaar waarin de commissie deze beslissing genomen heeft.

In ieder geval, indien de commissie vaststelt dat deze bonus of malus het resultaat is van uitzonderlijke elementen die voor een groot deel van het jaar en voor een groot deel het transmissienet getroffen hebben zoals natuurrampen of gewapende conflicten, dan kan de commissie beslissen over een andere verdeelsleutel voor het geheel of een gedeelte van die bonus of malus.

Voor de toepassing van dit artikel kan de commissie de uitgaven van de netbeheerder verwerpen die niet in verband staan met de wettelijke activiteiten van de netbeheerder bedoeld in de artikelen 8 en 9 van de wet. Het bedrag van deze uitgaven wordt in mindering gebracht van het kostenobject bedoeld in artikel 17, 4°, b), van dit besluit. Indien ook de bevoegde overheid deze uitgaven fiscaalrechtelijk verwerpt en dit aanleiding geeft tot bijkomende belastingen of heffingen, dan wordt het bedrag van deze belastingen of heffingen eveneens in mindering gebracht van het kostenobject bedoeld in artikel 17, 4°, b), van dit besluit.

HOOFDSTUK 8. — *Strafbepalingen*

Art. 25. Worden gestraft met een geldboete van 50 euro tot 20 000 euro :

— zij die nalaten of weigeren de commissie de informatie te verstrekken die door de commissie gevraagd wordt en die zij gehouden zijn mee te delen krachtens dit besluit.

HOOFDSTUK 9. — *Overgangsbepalingen*

Art. 26. Tot de dag waarop het technisch reglement bedoeld in artikel 11 van de wet in werking treedt, worden de definities vervat in artikel 1 van dit besluit aangevuld met deze omschreven in de bestaande reglementen en bepalingen betreffende het beheer van het transmissienet en de toegang ertoe, zoals deze toegepast worden door de feitelijke beheerder van het transmissienet.

Art. 27. In afwijking van artikel 8, § 1, eerste lid, van dit besluit, dient de netbeheerder binnen de drie maand na de inwerkingtreding van zijn aanwijzing tot netbeheerder overeenkomstig artikel 10, § 1, van de wet, bij de commissie een budget met tariefvoorstel in voor het exploitatiejaar 2001.

In afwijking van artikel 8, § 3, van dit besluit, beschikt de commissie over een termijn van zestig kalenderdagen om de netbeheerder op de hoogte te stellen van haar beslissing met betrekking tot het budget met tariefvoorstel bedoeld in het eerste lid.

Voor het overige geldt de procedure voorzien in artikel 8, §§ 3 en 4, van dit besluit.

Art. 28. Tot op de dag van de inwerkingtreding van het koninklijk besluit houdende de bedragen en nadere modaliteiten betreffende de toeslag bedoeld in artikel 25, § 3, eerste lid, van de wet, luidt artikel 17, 4°, b), van dit besluit als volgt :

« c) de toeslagen ter dekking van de werkingskosten van de commissie, bedoeld in artikel 25, § 3, tweede lid, van de wet;».

Art. 29. Voor de periode tussen het van kracht worden van het huidige besluit en 31 december 2001 :

a) is het bedrag van "100 miljoen BEF" van toepassing in plaats van het bedrag van "2 478 935 EUR" vermeld in artikel 14 § 12° b) eerste alinea.

b) zijn de bedragen "50 BEF" en "20.000 BEF" van toepassing in plaats van "50 EUR" en "20 000 EUR" vermeld in artikel 26, § 1.

CHAPITRE 10. — *Dispositions diverses*

Art. 30. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* à l'exception de l'article 12, §§ 3 et 4, du présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2002.

Art. 31. Notre Ministre de la Mobilité et des Transports et Notre Secrétaire d'Etat à l'Energie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 avril 2001.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Mobilité et des Transports,
Mme I. DURANT
Le Secrétaire d'Etat à l'Energie,
O. DELEUZE

HOOFDSTUK 10. — *Diverse bepalingen*

Art. 30. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt met uitzondering van artikel 12, §§ 3 en 4, van dit besluit dat in werking treedt op 1 januari 2002.

Art. 31. Onze Minister van Mobiliteit en Vervoer en Onze Staatssecretaris voor Energie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 april 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Mobiliteit en Vervoer,
Mevr. I. DURANT
De Staatssecretaris voor Energie,
O. DELEUZE

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 2001 — 1065

[2001/22263]

20 MARS 2001. — Arrêté royal octroyant une subvention au « Centre belge d'Information pharmacothérapeutique » pour l'année 2001

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 22 décembre 2000 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2001;

Vu la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments, notamment l'article 5, remplacé par la loi du 29 avril 1996;

Vu l'arrêté royal du 11 mai 1973 fixant les conditions d'agrément des organisations qui assurent l'information médico-pharmaceutique relative aux médicaments;

Vu l'arrêté royal du 28 février 1974 portant agrément du « Centre belge d'Information pharmacothérapeutique — Belgisch Centrum voor Farmacotherapeutische Informatie »;

Considérant que le Centre belge d'Information pharmacothérapeutique est une association agréée satisfaisant aux conditions fixées par la loi du 25 mars 1964 susmentionnée et par l'arrêté royal du 11 mai 1973 précités;

Vu l'arrêté royal du 17 juillet 1991 portant coordination des lois sur la comptabilité de l'Etat, notamment les articles 55 à 58;

Vu la délégation donnée à l'Inspection des Finances le 4 juin 1982 par le Ministre du Budget, du Plan et de la Politique scientifique;

Vu l'avis favorable de l'Inspection des Finances, donné le 21 février 2001;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Une subvention de 30 000 000 BEF (trente millions de francs) à imputer à charge de l'article 54.23.23.26 du budget du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement pour l'année budgétaire 2001 est allouée à l'association sans but lucratif « Centre belge d'Information Pharmacothérapeutique » à Gent (c.c.p. 000-0285422-48).

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 2001 — 1065

[2001/22263]

20 MAART 2001. — Koninklijk besluit tot toekenning van een toelage aan het « Belgisch Centrum voor Farmacotherapeutische informatie » voor het jaar 2001

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 22 december 2000 houdende de algemene uitgavenbegroting van het begrotingsjaar 2001;

Gelet op de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen, inzonderheid op artikel 5, vervangen door de wet van 29 april 1996;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 mei 1973 houdende vastlegging van de voorwaarden van erkenning van organisaties die voorzien in de medisch-farmaceutische voorlichting omtrent de geneesmiddelen;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 februari 1974 houdende erkenning van het « Belgisch Centrum voor Farmacotherapeutische informatie — Centre belge d'Information pharmacothérapeutique »;

Overwegende dat het Belgisch Centrum voor Farmacotherapeutische Informatie een erkende vereniging is die beantwoordt aan de voorwaarden vastgelegd door hogergenoemde wet van 25 maart 1964 en koninklijk besluit van 11 mei 1973;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 juli 1991 houdende coördinatie van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, inzonderheid op de artikelen 55 tot 58;

Gelet op de delegatie die op 4 juni 1982 aan de Inspectie van Financiën, door de Minister van Begroting, Wetenschapsbeleid en het Plan werd gegeven;

Gelet op het gunstig advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 21 februari 2001;

Op de voordracht van Onze Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Een toelage van 30 000 000 BEF (dertig miljoen frank) ten laste van artikel 54.23.33.26 van de begroting van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu voor het begrotingsjaar 2001 wordt verleend aan de vereniging zonder winstoogmerk « Belgisch Centrum voor Farmacotherapeutische Informatie » te Gent, (p.c.r. 000-0285422-48).